

disponibles et qu'elles pourraient s'en servir, leurs plans et devis soient établis bien plus tôt qu'ils ne le sont en ce moment, et, les devis étant prêts, les travaux pourraient commencer immédiatement. En ce qui concerne la construction de maisons ces travaux pourraient commencer avant l'automne. A Petawawa, où l'on construit 400 maisons pour les familles des militaires, on aurait pu creuser les fondations et les couler avant le gel. Si on avait procédé ainsi, on pourrait occuper de la main d'œuvre à la construction des 400 maisons de Petawawa. Mais on ne l'a pas fait, et par conséquent, ces maisons ne seront pas terminées avant l'automne prochain. Le gouvernement aurait dû choisir cette occasion de manifester la sincérité de ses intentions à l'égard des fonds attribués au travaux d'hiver. S'il avait permis que les travaux commencent à Petawawa, bien de nos travailleurs auraient de l'emploi.

A mon avis, il doit y avoir une attitude plus pratique à adopter à l'égard de cette question du chômage. J'estime qu'il y a trop d'esprits dépourvus de sens pratique qui s'occupent de cette question du programme des travaux d'hiver. Ce que nous voulons ce sont des hommes d'action, et ce n'est pas ce que nous avons en ce moment. Le gouvernement ne semble pas le moins du monde s'occuper sérieusement de la question et, comme des préopinants l'ont signalé, c'est une question d'urgence nationale.

Je le répète, aucune municipalité de ma circonscription ne participe au programme. Elles ne peuvent pas se le permettre. Le gouvernement actuel est bien trop regardant dans sa participation au programme de travaux d'hiver. Il devrait contribuer plus largement à l'ensemble du coût des travaux pour ne pas écraser les municipalités surtout depuis qu'elles doivent emprunter au taux de 7 p. 100. Le chômage est un problème national et il est devenu une crise nationale. C'est la raison,—et la raison principale,—pour laquelle nous participons à la discussion d'aujourd'hui. Le premier ministre a dit:

Je vous promets qu'aussi longtemps que je serais premier ministre du Canada tout ce qui pourra être fait, tout sous limite, le sera, afin que personne ne souffre sans raison.

Ce discours n'a pas aidé. Si je puis parler ainsi, pour moi la déclaration si souvent citée du premier ministre donne une note discordante, c'est une merveille de sophisme politique. Les gens ont demandé du pain et le gouvernement leur a donné une pierre. N'oublions pas cependant que nos actes nous suivent.

Ce programme de travaux d'hiver n'est pas une solution au problème du chômage; ce n'est même pas un palliatif. On ne réglera

le problème qu'en mettant au point un programme qui fera disparaître le mal. Il est bien possible que le remède soit la formation professionnelle et l'enseignement des métiers. Pourtant, je constate que, dans le budget des dépenses, le crédit visant ce genre de formation a été diminué d'un million de dollars.

Un des problèmes qui se pose de nos jours au Canada est le manque de main-d'œuvre spécialisée. Au début de 1940, il a été décidé de mécaniser l'armée canadienne pour accroître le plus possible sa valeur militaire; pour y arriver, il a fallu établir des programmes de formation aux métiers de l'armée. Un de ces programmes a été mis en œuvre sans délai à Hamilton; les hommes y apprenaient les métiers nécessaires avant qu'une force mécanisée puisse être lancée à l'action. D'autres écoles ont été ouvertes à cette fin.

J'admets qu'il serait à peu près impossible d'enrayer complètement le chômage en raison des conditions climatiques de ce pays. Il y aura de l'emploi saisonnier mais je crois que le gouvernement devrait s'attaquer au problème et nous proposer un programme qui remédiera à cette pénible situation qui s'étend à tout le pays. Le parti libéral a proposé un plan d'attaque. Ce plan a été présenté à la Chambre le 2 février par le député d'Essex-Est; il l'a répété hier soir à la télévision au cours de l'émission "The Nation's Business". Je n'ai donc pas besoin de répéter l'énoncé de ce plan. De plus, cet après-midi, il a répété les 10 points sur lesquels se fondent ces propositions. Il suffit de dire que nous recommandons au gouvernement ce plan infiniment supérieur au programme tracé au petit bonheur qu'on appelle le programme des travaux d'hiver.

Comme en fait foi la page 3638 du hansard de 1959, le député de Trinity a déclaré:

On pourrait dresser ce vaste programme de réadaptation en fonction de l'expérience accumulée par le ministère des Affaires des anciens combattants au cours des années qui ont suivi la guerre. A l'époque, on s'en souvient, le gouvernement a accordé aux anciens combattants la possibilité d'entreprendre des études universitaires ou d'acquiescer une formation professionnelle aux frais de l'État. Plus de 60.000 anciens combattants allèrent étudier dans les universités en vertu de ce plan.

Certains d'entre eux, bien sûr, n'ont pas terminé leurs cours, mais ils ont sans nul doute pu contribuer bien davantage à l'expansion et à l'essor de l'économie canadienne en profitant des occasions qui leur sont offertes. L'apport fait par ceux qui ont bénéficié des programmes de formation professionnelle s'est révélé extrêmement précieux.

Il en coûterait bien plus de 15 millions pour établir un tel programme, mais s'il réussit de la même façon que le programme de réadaptation des anciens combattants, comme nous sommes portés à le croire, des milliers de